

Contrat de Scolarisation Ecole Saint-Joseph PLEUCADEUC



Contact : eco56.stjo.pleucadeuc@e-c.bzh

Blog : <http://stjosephpleucadeuc.toutemonecole.fr/>

Edition Septembre 2025

Contrat de scolarisation et 4 annexes (Projet éducatif + Règlement intérieur d'établissement + Règlement financier + Notice relative aux données personnelles)

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE ASSOCIE A L'ETAT PAR CONTRAT D'ASSOCIATION

Préambule

Un établissement scolaire privé sous contrat d'association avec l'Etat, fonctionne essentiellement grâce à deux sources de financement¹ :

- La contribution financière des parents, qui sert principalement à couvrir les dépenses liées à :
 - La construction et la rénovation des bâtiments scolaires,
 - L'enseignement religieux (animation pastorale),
 - Des projets éducatifs et culturels propres à l'établissement,
 - L'acquisition de certains équipements.
- La contribution financière des collectivités publiques :
 - Le salaire des enseignants pris en charge par l'Etat,
 - Les forfaits d'externat qui constituent un financement public obligatoire servant à couvrir les charges de fonctionnement de l'établissement scolaire (personnel non enseignant, dépenses de chauffage, entretien et maintenance des bâtiments, matériels pédagogiques et administratifs, etc.) et qui sont à la charge de la commune pour l'école maternelle et élémentaire et du SIGSP.

Les activités périscolaires facultatives (cantine, garderie et études surveillées, internat, etc.) sont à la charge des parents.

En cas de première inscription, une rencontre entre l'établissement, les parents et l'élève a eu lieu préalablement à la signature de ce contrat.

Le présent contrat, règle les relations entre :

L'établissement Saint-Joseph de Pleucadeuc

et

la famille qui souhaite inscrire son enfant à l'école.

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'enfant sera scolarisé par le(s) parent(s) au sein de l'établissement St-Joseph ainsi que les droits et les obligations réciproques de chacune des parties.

Sont annexés au présent contrat et ont valeur contractuelle, les documents suivants :

- Annexe 1 : le projet éducatif
- Annexe 2 : le règlement intérieur
- Annexe 3 : le règlement financier
- Annexe 4 : la notice relative aux données personnelles

¹ articles L442-5 et R442-48 du Code de l'éducation

2. Obligations de l'établissement

L'établissement Saint-Joseph s'engage à scolariser l'enfant de son inscription jusqu'à la classe de CM2 , selon le vœu des parents, sauf cause réelle et sérieuse justifiant la non-poursuite de la scolarisation de l'enfant dans l'établissement (cf. article 6 ci-dessous).

L'établissement s'engage à informer les parents de l'assiduité et du comportement de leur enfant ainsi que de ses résultats scolaires tout au long de l'année.

L'établissement s'engage par ailleurs à assurer d'autres prestations selon les choix définis par les parents.

L'établissement s'engage à respecter la confidentialité des justificatifs de ressources transmis par les parents. Les tarifs sont précisés dans le règlement financier, remis à jour chaque année.

3. Obligations des parents

Le(s) parent(s) s'engage(nt) à inscrire leur enfant au sein de l'établissement Saint-Joseph pour l'année scolaire 2025/2026.

Les parents restent les premiers éducateurs de leur enfant. En l'inscrivant au sein de l'établissement, ils s'engagent à faire respecter l'obligation d'assiduité scolaire et acceptent explicitement le fonctionnement et les exigences de l'établissement telles que définies dans le présent contrat et dans les documents y faisant référence.

Le(s) parent(s) reconnaît(ssent) avoir pris connaissance des annexes au présent contrat, et s'engage(nt) à respecter :

- Le projet éducatif
- Le règlement intérieur
- Le règlement financier
- La notice relative aux données personnelles

Le(s) parent(s) reconnaît(ssent) avoir pris connaissance du coût de la scolarisation de leur enfant au sein de l'établissement Saint-Joseph. Le(s) parent(s) s'engage(nt) à assumer ce coût, dans les conditions du règlement financier annexé au présent contrat et mis à jour annuellement.

4. Coût de la scolarisation

Le coût de la scolarisation comprend plusieurs éléments :

- La contribution des familles,
- Les prestations annexes à la scolarité (garderie, participation à des voyages scolaires, sorties diverses comme piscine, cinéma, rencontre sportive, sortie scolaire, spectacles...),
- Les adhésions facultatives aux associations qui participent à l'animation de l'établissement scolaire et notamment l'association de parents d'élèves (APEL).

Le détail de ces montants ainsi que leurs modalités de facturation et de paiement figurent dans le règlement financier, annexé au présent contrat.

5. Dégradation volontaire du matériel

La remise en état ou le remplacement du matériel dégradé ou perdu par un élève fera l'objet d'une facturation au(x) parent(s) sur la base du coût réel incluant les frais de main-d'œuvre.

6. Durée et résiliation du contrat

Le présent contrat est d'une durée équivalente à la scolarisation de l'élève de la classe de Petite section à la classe de CM2.

6.1. Résiliation en cours d'année scolaire

Le présent contrat ne peut pas être résilié par l'établissement en cours d'année scolaire, sauf en cas de :

- Sanction disciplinaire à l'encontre de l'élève,
- Désaccord de la famille avec le projet éducatif de l'établissement,
- Perte de confiance entre la famille et l'établissement.

Si la résiliation du contrat par l'établissement est justifiée par un autre motif, l'établissement devra verser à la famille une indemnité égale à un tiers du coup annuel de la scolarité.

Les parents peuvent résilier le présent contrat en cours d'année scolaire. En l'absence de cause réelle et sérieuse reconnue par l'établissement, le(s) parent(s) sera(ont) redevable(s) envers l'établissement d'une indemnité de résiliation égale à un tiers du coup annuel de la scolarité.

Les causes réelles et sérieuses de départ de l'élève en cours d'année sont :

- Le déménagement,
- Le changement d'orientation vers une section non assurée par l'établissement,
- Le non-respect du présent contrat et de ses annexes par l'établissement,
- Tout autre motif légitime accepté expressément par l'établissement.

En tout état de cause, le coût de la scolarisation relatif à la période écoulée reste dû quel que soit le motif du départ de l'élève.

6.2. Résiliation au terme d'une année scolaire

Les parents informent l'établissement de la non-réinscription de leur enfant pour l'année scolaire suivante durant le second semestre scolaire de l'année scolaire en cours, à l'occasion de la demande de renouvellement d'inscription qui est faite à tous les parents d'élèves, et au plus tard le 30 juin de chaque année.

L'établissement peut résilier le présent contrat au terme d'une année scolaire, pour les raisons suivantes :

- Motif disciplinaire
- Désaccord de la famille avec le projet éducatif de l'établissement,
- Perte de confiance entre la famille et l'établissement,
- Impayés,
- Non-respect du présent contrat et de ses annexes par les parents.

L'établissement en informera les parents au plus tard le 30 juin.

7. Droit d'accès aux informations recueillies

Les informations recueillies dans le cadre de ce contrat et de ses annexes sont obligatoires pour l'inscription dans l'établissement. Elles font l'objet de traitements informatiques. Seules les données répondant à des obligations légales de conservation ou d'archivage sont conservées, au départ de l'élève, par l'établissement.

Conformément à la loi "informatique et libertés" et à l'ensemble de la réglementation sur la protection des données personnelles -RGPD- les parents bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations concernant leur enfant. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations les concernant, les parents pourront s'adresser au chef d'établissement. Une note d'information, produite en annexe 1 au contrat, précise quelles sont les données à caractère personnel qui sont traitées au sein de l'établissement scolaire, et les droits d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement dont disposent les parents.

8. Droit à l'image

L'établissement pouvant être amené à diffuser ou reproduire des photos ou vidéos représentant leur enfant, pour sa communication interne ou externe, une demande d'autorisation de captation et de diffusion d'image et de voix de leur enfant mineur sera présentée aux parents lors de la première quinzaine suivant la rentrée scolaire.

9. Médiation de la consommation

Pour tout litige entre les parents et l'établissement (décision disciplinaire, résiliation du contrat de scolarisation, impayés, fonctionnement de l'établissement, etc.), les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable, avec l'aide de l'Association des Parents d'Elèves (APEL).

A défaut d'accord amiable, conformément au code de la consommation, les parents ont la possibilité de saisir gratuitement le médiateur de la consommation suivant : Société de Médiation Professionnelle (SMP) dont l'adresse du site est : <https://www.mediateur-consommation-smp.fr/>

Toutefois, ne relèvent pas du champ du médiateur de la consommation, les litiges ayant trait :

- Aux décisions d'orientation, de redoublement et de saut de classe qui peuvent être contestées auprès de la commission d'appel et de recours mise en place par la direction diocésaine conformément aux dispositions du Code de l'éducation.
- Aux décisions prises par un service relevant d'une académie (direction des services départementaux de l'éducation nationale, rectorat, Crous, etc.) et les litiges avec un agent public de l'Etat. Pour les aider à résoudre ces litiges, les parents peuvent saisir le [médiateur académique de l'Education nationale](#).
- Aux décisions prises par l'administration centrale du ministère ou le service interacadémique des examens et concours (SIEC). Pour les aider à résoudre ces litiges, les parents peuvent saisir le [médiateur de l'Education nationale](#).

10. Loi applicable et juridiction compétente

Toute contestation susceptible de résulter de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture du présent contrat sera soumise à la compétence du Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se situe le défendeur. En tout état de cause, la loi française sera seule applicable.

Le projet éducatif de l'établissement

L'école Saint Joseph est un établissement privé catholique primaire, associé par contrat au service public d'enseignement. C'est un établissement sous tutelle diocésaine.

Elle a une mission d'enseignement et de transmission de savoirs.



1- Pourquoi un projet éducatif ?

Le projet éducatif de l'école renseigne des valeurs, des finalités éducatives et pastorales que souhaite développer, au sein de l'établissement, la communauté éducative.

Il concerne l'ensemble de la communauté éducative (enfants, enseignants, personnel de l'école, parents, les membres des Associations), et il est réfléchi par les représentants de ses différents partenaires.

Le projet éducatif de l'école donne du sens à ce qui est vécu dans l'établissement.

Il répond à la question : « **Quel adulte voulons-nous former aujourd'hui pour un meilleur demain ?** »

2- Notre projet éducatif.

+ L'école St Joseph, une école tournée vers le développement individuel de l'enfant : autonomie, dépassement de soi, confiance pour en faire un adulte épanoui.

- L'inclusion: l'acceptation de la différence
- La classe de neige
- Le lien avec le collège : les journées d'intégration
- Les sorties pédagogiques
- Le climat de confiance et de dialogue avec les parents
- Le spectacle avec Florence, la fête de l'école
- La pastorale
- Les Conseils de cycles
- Les rencontres sportives

+ L'école St Joseph, un lieu de vie pour faire un adulte responsable.

- Le conseil de coopération
- La pastorale et le rendez-vous du partage
- La formation "Apprendre à Porter Secours"
- Les actions de solidarité
- La participation aux différents exercices de confinement et d'évacuation
- Les délégués de classe
- La participation au devoir de mémoire

+ L'école St Joseph, un lieu de rencontres, ouverte vers l'extérieur pour faire un adulte curieux.

- L'ouverture à l'International
- Les célébrations
- La classe de neige
- Le Festival du livre jeunesse "Oust, aux livres" à Sérent (1 année sur 2)
- L'exposition Trans'Arts (1 année sur 2)
- La chorale
- Le lien avec la MAPA et le Club de l'amitié
- La musique avec Florence
- Le lien avec la catéchèse familiale
- Les sorties pédagogiques
- La Médiathèque
- La journée anglophone

- La fête de l'école: spectacle, repas et course parents-enfants
- L'initiation à l'allemand en CM2 (avec un professeur de collège)

3-Les valeurs éducatives développées par ces actions.

A travers ce projet éducatif, nous avons retenu 9 valeurs éducatives que nous développons auprès des élèves :

- ✓ L'autonomie
- ✓ La confiance
- ✓ L'estime de soi
- ✓ Le respect
- ✓ La solidarité
- ✓ L'ouverture
- ✓ L'entraide et la coopération
- ✓ Le sens de l'effort
- ✓ L'envie d'apprendre, la curiosité



« L'encouragement est à l'enfant ce que l'eau est à la plante » Rudolf DREIKURS

Les axes prioritaires du volet pédagogique et du volet pastoral seront notifiés dans le projet d'établissement.

A tous les élèves, nous formons des vœux de bonne scolarité, espérant pour chacun le plein épanouissement de ses talents...

Aussi, mettons-nous en route ensemble afin qu'au-delà de l'acquisition des savoirs, nous aidions nos enfants à vivre leurs rêves.

Le règlement intérieur de l'établissement

Le règlement intérieur d'établissement est un élément indispensable de la vie scolaire. Dans une école privée en contrat avec l'Etat, le Chef d'établissement est responsable de l'organisation de la vie scolaire.

L'élaboration du règlement intérieur d'établissement s'effectue sous la conduite du chef d'établissement en étroite concertation avec les diverses composantes de la communauté éducative réunies en Conseil d'établissement. ⁽¹⁾

Il est validé par le Chef d'établissement et fait l'objet d'une réactualisation annuelle.

⁽¹⁾ Article 123 du Statut de l'Enseignement catholique en France publié le 1er juin 2013

Admission et inscription des élèves

Tout établissement privé sous contrat a l'obligation d'accueillir « tous les enfants sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance »

Pour les enfants âgés de 2 ans révolus au jour de la rentrée scolaire, l'admission est prononcée dans la limite des places disponibles. Toutefois, les enfants atteignant cet âge dans les semaines qui suivent la rentrée scolaire et au plus tard le 31 décembre de l'année civile en cours pourront être admis, à compter de la date de leur anniversaire et toujours dans la limite des places disponibles.

L'instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de 3 ans. Cette obligation s'applique à compter de la rentrée scolaire de l'année civile où l'enfant atteint l'âge de 3 ans.

Formalités d'inscription

L'inscription est enregistrée par le Chef d'établissement sur présentation :

- Du livret de famille ;
- De tout document attestant que l'enfant a subi la vaccination obligatoire pour son âge ou justifie d'une contre-indication médicale. En cas de difficulté dans ce domaine, le Chef d'établissement contacte le médecin de Protection Maternelle et Infantile.

Pour les enfants nés avant 2018 : Les vaccinations obligatoires sont les suivantes : diphtérie, tétanos et poliomyélite (DTP).

Pour les enfants nés à partir de 2018, les 11 vaccinations obligatoires sont les suivantes, pour les bébés et les enfants : Diphtérie, tétanos et poliomyélite (DTP), Coqueluche, Infections invasives à *Haemophilus influenzae* de type B, Hépatite B, Infections invasives à pneumocoque, Méningocoque de séro groupe C, Rougeole, oreillons et rubéole

- **Du certificat de radiation**, en cas de changement d'école. Ce certificat indique la dernière classe fréquentée.

Faute de présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le chef d'établissement procède à une admission provisoire de l'enfant (les autorités académiques sont alors informées).

Aucune discrimination ne peut être faite pour l'admission dans les classes maternelles ou élémentaires conformément aux principes généraux du droit. (circulaire n° 2012-143 du 2 octobre 2012)

La scolarisation de tous les enfants, quelles que soient leurs déficiences ou maladies, est un droit fondamental. Chaque école ou établissement a vocation à accueillir sans discrimination les enfants dont les parents demandent la scolarisation. Tout enfant en situation de handicap peut, dans le cadre d'un projet d'inclusion, fréquenter l'école.

Tout enfant atteint de maladie chronique, d'allergie ou d'intolérance alimentaire, nécessitant des dispositions de scolarité particulières doit pouvoir fréquenter l'école. A la demande de la famille, le Chef d'établissement prendra contact avec le Médecin de l'Education nationale afin d'élaborer, en liaison avec les professionnels et les partenaires concernés, un Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.) pour cet enfant.

Fréquentation et obligation scolaire

En cas d'absence de l'enfant, ses parents doivent en faire connaître au plus vite les motifs au Chef d'établissement ou à l'enseignant concerné. S'il s'agit d'une absence prévisible, les parents doivent, préalablement à l'absence, informer l'établissement par écrit avec l'indication des motifs (billet d'absence).

En cas d'absence non prévue, la famille doit prévenir l'école au plus vite par quelque moyen que ce soit (message vocal avant 9h, mail à l'enseignant concerné). Elle justifiera cette absence par écrit au retour de l'élève (billet d'absence).

Toute absence d'un élève est signalée par l'enseignant au Chef d'établissement qui contacte la famille si cette absence n'était pas prévue.

Un certificat médical n'est exigé que dans des cas de maladies contagieuses. Il faudra alors le fournir dès le retour en classe de l'élève.

À partir de 3 demi-journées d'absence par mois non justifiées dans les temps (avant 9h ou 14h), les personnes responsables de l'élève sont convoquées par le Chef d'établissement. Il leur rappelle leurs obligations ainsi que les mesures qui peuvent être prises à leur rencontre.

Quand l'élève a manqué au moins 4 demi-journées de classe dans le mois, sans motif, le Chef d'établissement saisit le Directeur Académique des services de l'Education nationale qui mettra en place les procédures adaptées.

Toute radiation d'un enfant soumis à l'obligation scolaire, demandée par les parents, doit être suivie d'une rescolarisation dans un délai de huit jours. Dans le cas contraire, l'enfant radié est considéré comme déscolarisé et fera l'objet d'un signalement aux autorités académiques.

Pour les enfants scolarisés en Petite Section de maternelle (3 ans)

La loi prévoit que l'obligation de scolarisation puisse être assouplie pour un enfant de petite section d'école maternelle, si les personnes responsables de l'enfant le demandent.

Tout aménagement ne pourra porter que sur les heures de classe de l'après-midi, et ses modalités prendront en compte le fonctionnement général de l'école, notamment les horaires d'entrée et de sortie des classes, excepté pour l'accueil d'enfants relevant d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS).

Vie scolaire

a) Horaires

Les élèves sont en classe de 8h45 à 12h00 le matin et de 13h30 à 16h30 l'après-midi. Votre rigueur dans les horaires est nécessaire, par respect pour le travail des enfants et celui des enseignants.

b) Accueil et sortie des élèves

L'accueil des élèves a lieu 10 minutes avant le début de la classe. Avant la prise en charge par les enseignants, **les élèves sont sous la responsabilité des parents**. La sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un

enseignant ou d'un personnel de l'école, au portail de l'établissement. Les élèves sont alors remis à la responsabilité des parents ou de la personne autorisée par écrit par ces derniers (fiche « personnes habilitées » ou autorisation ponctuelle). Les enfants des classes élémentaires (du CP au CM2) peuvent être autorisés à quitter seuls l'école : dans ce cas, il sera exigé la carte « pass portail » ou une autorisation écrite des parents.

Seuls les enfants de maternelle sont obligatoirement remis directement aux parents ou aux personnes désignées par eux par écrit. Le choix de ces personnes est strictement du ressort des parents. Ces personnes doivent être identifiées sur la fiche « personnes habilitées ».

Il est impératif de respecter l'horaire de sortie du midi si l'enfant mange à la maison.
Les enfants qui mangent à la maison **ne doivent pas revenir avant 13h20**.

Les animaux sont interdits dans les écoles. Il est interdit de fumer ou de vapoter dans l'enceinte des écoles.

c) Conditions d'approche de l'école, stationnement...

Dans le cadre du Plan Vigipirate, aucun attroupement devant l'école n'est autorisé. Toute présence suspecte doit être signalée. Devant l'école et sur le parking, il est demandé de respecter les marquages au sol et les places « pour mobilité réduite ». Un emplacement est réservé au transport scolaire.

d) Services périscolaires :

La **GARDERIE** est gérée par l'OGEC et proposée aux horaires suivants : 07 h 15 - 08 h 35 et 16 h 45 - 18 h 30.

Règlement Intérieur de la garderie : il est impératif d'en prendre connaissance et de le signer pour accord.

La **CANTINE** est un service municipal. Pour tout renseignement, contacter la Mairie de Pleucadeuc.

e) Hygiène et santé des élèves

HYGIENE : Tout au long de la scolarité, les enfants doivent arriver propres à l'école. Par ailleurs, aucune école n'est à l'abri des poux. Par conséquent, les parents doivent surveiller régulièrement la chevelure de leurs enfants.

GOUTER : Nous souhaitons que votre enfant arrive le matin après avoir pris un petit déjeuner équilibré. Les enfants qui resteront à l'aide personnalisée et/ou à la garderie le soir pourront apporter un goûter à l'école. Celui-ci sera consommé après la classe.

En ce qui concerne les anniversaires, pour éviter tout risque de fausse route et par mesure d'hygiène, aucun bonbon ne sera distribué à l'école. Merci de préférer les gâteaux « individuels et enveloppés ».

SANTE DES ELEVES : Tout enfant malade à l'école est remis à sa famille. Si l'enfant souffre d'une maladie contagieuse, il est nécessaire de prévenir l'école. Certaines maladies contagieuses peuvent entraîner l'éviction scolaire.

PRISE DE MEDICAMENTS : En dehors du cadre d'un PAI, la prise de médicaments est strictement interdite à l'école.

ACCIDENTS SCOLAIRES : en cas d'accident sur temps scolaire, les décisions adaptées seront prises par le Chef d'établissement et les enseignants. Les parents seront immédiatement prévenus ainsi que, si nécessaire, les services de secours.

Le chef d'établissement établira une déclaration d'accident.

Les parents sont informés des soins dispensés lors d'incidents sur temps scolaire.

f) Respect des locaux et du matériel

Chacun doit veiller à la propreté et au bon état des locaux et du matériel. Il est notamment interdit de mâcher du chewing-gum dans l'enceinte de l'établissement, de salir et de dégrader les lieux de quelque manière que ce soit. **La réparation et la remise en état des locaux ou du matériel endommagé/perdu (livres, jeux...) seront facturées aux parents.** Tout livre de bibliothèque perdu ou abîmé sera facturé au prix d'état neuf. Tout sac en tissu (pour livre de bibliothèque en PS-MS) perdu ou abîmé sera facturé 5€.

g) Tenue vestimentaire

Une tenue vestimentaire correcte, décente et adaptée est exigée (vêtements, coiffure, chaussures...).

Les tongs ne sont pas des chaussures adaptées pour venir à l'école, tout comme les crop-top, les débardeurs ou robes à bretelles fines ou dos nu.

Tout vêtement que l'enfant est susceptible d'ôter doit être marqué à son nom.

Merci de noter le nom et prénom de votre enfant sur le drap housse apporté pour la sieste ainsi que sur tout vêtement susceptible d'être ôté.

h) Assurances

Le contrat d'assurance souscrit par les écoles couvre la responsabilité civile des écoles mais en aucun cas la responsabilité de chaque enfant.

Assurer son enfant est **obligatoire** pour :

- **la responsabilité civile** (dommages causés aux tiers),
- **l'Individuelle Accident** (dommages sur soi-même).

Afin de faciliter les démarches, l'OGEC de l'école a souscrit un contrat d'individuel accident, auprès de la Mutuelle St Christophe, pour tous les élèves de l'établissement.

Seule, une attestation de responsabilité civile, fournie par votre assureur vous sera demandée dès la rentrée.

i) Objets non autorisés à l'école

Les élèves ne doivent apporter à l'école ni objets de valeur, ni téléphone portable, ni objets dangereux. L'école décline toute responsabilité en cas de perte de bijou, de montre, de jeux apportés de la maison ou autre objet de valeur.

Respect du « vivre ensemble » : droits, devoirs et sanctions

a) Les élèves

Dès l'école maternelle, l'objectif est de préparer les élèves à bien vivre ensemble (Programmes de maternelle – septembre 2015).

Ils s'approprient de façon progressive les règles de la vie collective.

Ils participeront de façon raisonnée et respectueuse à des débats ouverts dans le cadre des programmes d'enseignement (enseignement moral et civique), en lien avec les valeurs de la République.

Les élèves doivent s'interdire tout comportement, geste ou parole, qui porterait atteinte à la fonction ou à la personne de l'enseignant et de tout adulte intervenant dans l'école. Ils doivent aussi respecter leurs camarades et les familles de ceux-ci.

En cas de non application volontaire et répétée du règlement, une échelle de sanctions est prévue:

- ✓ Degré 1 : simple rappel du règlement, avertissement oral ou écrit par l'enseignant(e).
- ✓ Degré 2 : si non-respect caractérisé du règlement, l'enseignant de l'élève informe les parents via **le cahier de suivi de comportement (dès la MS)**. Mise en place d'un dialogue famille/école.
- ✓ Degré 3 : s'il y a atteinte à la sécurité de soi-même ou d'autrui sur le temps scolaire : réunion avec les responsables légaux et l'équipe enseignante. **1^{er} avertissement écrit** du Chef d'établissement après décision du conseil des maîtres.
- ✓ Degré 4 : en cas de récidive: **2^{ème} avertissement écrit**. Mise en place **d'un contrat de comportement**.
- ✓ Degré 5 : suite à ce 2ème avertissement, si le comportement de l'élève ne change pas, **un renvoi temporaire** pourrait être envisagé après décision du conseil des maîtres.
- ✓ Degré 6 : **Renvoi définitif de l'établissement**.

Par la sanction, il est donné à l'élève la possibilité de changer. La sanction est avant tout un geste éducatif réparateur qui doit aider l'élève à :

- Se situer,
- Se confronter aux limites,
- Prendre en compte la loi, respecter les normes sociales

A l'école maternelle

L'école joue un rôle primordial dans la socialisation de l'enfant.

Un enfant momentanément difficile pourra être isolé pendant le temps, très court, nécessaire à lui faire retrouver un comportement compatible avec la vie du groupe. A aucun moment, il ne sera laissé sans surveillance. Des manquements répétés aux règles établies feront l'objet de rencontres école-famille.

Quand le comportement d'un enfant perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe et traduit une évidente inadaptation au milieu scolaire, l'école, la famille, et éventuellement d'autres partenaires, se concerteront dans le but de rechercher des solutions.

A l'école élémentaire

L'enseignant attend de chaque élève un travail à la mesure de ses capacités. En cas de travail insuffisant, après s'être interrogé sur les causes, l'enseignant rencontrera les parents.

Les manquements au règlement intérieur d'établissement et, en particulier, toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants peuvent donner lieu à des sanctions adaptées qui sont portées à la connaissance des familles.

Il est permis d'isoler de ses camarades, momentanément et sous surveillance, un enfant difficile ou dont le comportement peut être dangereux pour lui-même ou pour les autres.

Dans le cas de difficultés particulièrement graves affectant le comportement de l'élève dans son milieu scolaire, sa situation sera soumise à l'examen de l'équipe éducative sous la responsabilité du Chef d'établissement. On entend ici par « équipe éducative » : le chef d'établissement, l'enseignant de la classe, l'enseignant ASH, les parents, le psychologue de la DDEC et, en fonction de la situation, le référent DDEC de secteur, le médecin scolaire, les partenaires médico-sociaux, et si nécessaire l'Inspecteur de l'Education nationale.

En dernier recours

A l'école maternelle ou élémentaire, une décision de suspension temporaire de scolarité pour motif disciplinaire, peut être prise par le Chef d'établissement, après un entretien avec les parents. Les conditions de la mise en œuvre de cette suspension sont précisées dans un écrit remis aux parents.

S'il apparaît, après une période probatoire de reprise de scolarité, qu'aucune amélioration n'a pu être constatée dans le comportement de l'enfant, une décision de changement d'école pourra être prise par le Chef d'établissement après échange avec la famille. Le chef d'établissement procède alors à la rupture du contrat de scolarisation. La famille devra informer le chef d'établissement du choix du nouvel établissement scolaire pour permettre le suivi de la scolarité de l'élève.

b) L'équipe éducative

Chacun des membres de l'équipe éducative (enseignants, personnels OGEC) et tout autre intervenant auprès des élèves, s'interdisent tout comportement, geste ou parole qui traduirait indifférence ou mépris à l'égard de l'élève ou de sa famille, ou qui serait susceptible de les blesser. Tout châtiment corporel est strictement interdit. Un élève ne peut être privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Tous les personnels de l'école ont l'obligation de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos.

c) Les parents

En faisant le choix d'inscrire votre enfant dans notre école, vous vous engagez à respecter les règles suivantes :

- ✓ Les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité pour leurs enfants : **ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école.**
- ✓ Les parents n'ont pas à régler eux-mêmes les conflits entre enfants à l'école. Cela est du seul ressort des enseignants et du Chef d'établissement auprès desquels les parents doivent se manifester pour les prévenir de l'existence de ces conflits.
- ✓ La liberté d'expression de chacun s'exerce obligatoirement dans le respect d'autrui. L'usage des réseaux sociaux, des adresses mails... ne doit en aucun cas porter préjudice à quiconque (adultes ou enfants).
- ✓ Dans toutes leurs relations au sein de la communauté éducative, les parents doivent faire preuve de réserve et de respect envers les personnes et leurs fonctions.

Tout manquement à ces règles pourrait donner lieu à une rupture du contrat de scolarisation.

Relation école – famille

Au titre de leur responsabilité éducative primordiale, les parents participent à la mission de l'école catholique Saint-Joseph et s'inscrivent dans son projet éducatif. Ils sont invités à entretenir des relations cordiales et constructives avec l'équipe éducative et le chef d'établissement. Ils sont invités à s'engager dans la vie de l'établissement, notamment à travers l'APEL ou de l'OGEC.

a) Communication avec les familles

L'école privilégie les communications par voie électronique (notification@noefil.fr) pour les informations collectives. Si vous souhaitez correspondre avec l'enseignant de la classe, privilégiez l'adresse mail de l'enseignant donnée en début d'année. Pour toute question d'ordre administrative, vous pouvez envoyer un mail à eco56.stjo.pleucadeuc@e-c.bzh

Informations aux familles :

Chaque élève possède une pochette de correspondance transparente dans laquelle certaines informations qui nécessitent une réponse seront transmises. Elle sert également aux familles. Celles-ci peuvent ainsi porter à la connaissance de l'école toutes informations importantes liées à leur enfant ou pour demander un rendez-vous. Les informations générales seront communiquées par mails aux familles.

Suivi de la scolarité :

Une réunion de classe est proposée à chaque rentrée. La participation des responsables légaux est fortement conseillée.

Les évaluations et le livret scolaire sont transmis aux familles deux fois par an. Chaque responsable légal doit demander ces documents.

Les enseignants proposent au minimum un entretien dans l'année. Un entretien se prépare, il est donc nécessaire de prendre rendez-vous avec l'enseignant concerné.

b) Autorité parentale

Pour les décisions de la vie courante concernant un enfant, les parents sont censés agir en accord l'un avec l'autre dans son intérêt. Une éventuelle séparation est en principe sans incidence sur ce point. Chaque responsable légal doit se tenir informé et signer les documents relatifs à la scolarité de son enfant.

Lors de l'inscription et à l'occasion de tout changement de situation familiale, il appartient aux parents de fournir au Chef d'Etablissement les adresses où les documents doivent être envoyés ainsi que la copie d'un extrait du jugement fixant l'exercice de l'autorité parentale et la résidence habituelle de l'enfant.

Le Chef d'Etablissement veille au respect des droits relatifs à l'exercice de l'autorité parentale à l'égard des deux parents.

Le règlement financier de l'établissement pour l'année 2025 - 2026

1) LES TARIFS (CA OGEC DU 3 JUIN 2025)

a. La contribution des familles :

Le montant annuel des rétributions par enfant est de **210 €** de la PS au CM2. Un demi tarif est prévu pour les enfants de TPS scolarisés deux matinées par semaine. Au delà de ces deux matinées, la facturation mensuelle est de 21 € par mois.

Les parents qui inscrivent simultanément plusieurs enfants dans l'établissement, bénéficient d'une réduction.

Montant annuel pour un 2^{ème} enfant scolarisé : 210€

Montant annuel pour un 3^{ème} enfant scolarisé : 130€

Montant annuel pour un 4^{ème} enfant scolarisé : gratuit

Les rétributions des familles sont destinées à financer les investissements immobiliers et les équipements nécessaires, ainsi que les dépenses liées au caractère propre de l'établissement.

b- Les activités et sorties pédagogiques :

Chaque année, il est demandé une participation aux familles pour les diverses activités pédagogiques (piscine, cinéma, rencontres sportives, etc....). Le montant de ces activités est variable selon les classes, selon les aides apportées (Associations, Mairies...) et sera facturé à la fin de chaque mois.

A titre indicatif, voici les montants de 2024/2025 :

Séance Piscine : 0.93€

Entrée Cinéma : 2.80€

Livret APS : 2€

Sortie scolaire : selon la classe

Rencontre sportive Réseau : 3.50€

Forfait bricolages : 5€/enfant

Une séance de piscine ne sera pas facturée si un certificat médical justifie la dispense.

Sortie scolaire/ Voyage : Si une sortie scolaire ou voyage scolaire est organisé dans une classe, les modalités financières sont expliquées et négociées avec les parents d'élèves concernés.

c- Garderie

La facturation de la garderie sera établie tous les mois.

Coût 2025 /2026: 1.80€/heure/enfant. Tout ¼ d'heure entamé sera facturé 0.45€ (Décision CA OGEC 3/06/24)

Règlement Intérieur de la garderie : Il est impératif d'en prendre connaissance et de le signer pour accord.

La garderie n'est pas facturée à une famille de 16h45 à 17h30, si un des enfants est à l'APC (lundi soir).

Tout dépassement d'horaire sera notifié par écrit par l'agent de la Garderie et devra être signé aussitôt par la famille.

Face aux abus de retards en garderie le soir, nous sommes contraints de revoir notre règlement financier. Tout enfant qui partira après 18h30 paiera 1.80€ en plus de sa consommation. A partir du 4ème retard, chaque quart d'heure sera facturé 5€.

d- Assurance scolaire

Vous devez impérativement fournir une attestation “responsabilité civile” de votre assureur avant le 15 septembre au plus tard. L'école assure tous les élèves en individuelle accident par le biais de la Mutuelle Saint Christophe.

e- Contributions volontaires, dons

Les parents qui le souhaitent peuvent apporter une contribution volontaire en soutien à l'établissement pour aider les familles en difficultés financières. Vous n'obtiendrez aucun reçu fiscal en contrepartie de ce don.

2) MODALITÉS DE PAIEMENT:

Plusieurs modalités de paiement sont proposées aux parents : le prélèvement mensuel, le règlement par chèque ou espèces en une fois ou au trimestre (octobre, janvier et avril). Le prélèvement automatique est le mode de règlement privilégié et souhaité par l'établissement.

Les parents doivent compléter le document « choix du mode de paiement ».

- **Prélèvement mensuel** : Le premier prélèvement sera fait le 10 octobre et le dernier prélèvement sera fait le 10 juillet. Aucun prélèvement ne sera mis en place pour une entrée à l'école au 3ème trimestre. Le mandat de prélèvement SEPA sera à retourner signé accompagné d'un RIB / IBAN, avant le 15 septembre. En cas de rejet de prélèvement, les frais bancaires seront réclamés au payeur.
- **Règlement par chèque ou espèces** : Les règlements par chèque sont à effectuer à l'ordre de l'OGEC St-Joseph. Vous pouvez aussi régler la totalité de l'année en septembre. En cas de rejet d'un chèque pour défaut de provision, les frais bancaires correspondants sont réclamés au payeur. Un reçu vous sera donné pour tout paiement en espèces.

3) IMPAYÉS:

L'établissement intentera toute action jugée nécessaire pour recouvrer les sommes impayées.

En outre, en cas d'impayés, l'établissement se réserve le droit de ne pas réinscrire l'élève l'année scolaire suivante.

Le traitement des données personnelles des élèves et de leurs représentants légaux

Les données qui vous sont demandées dans le formulaire d'inscription sont nécessaires aux fins d'inscription de votre enfant auprès de l'établissement Saint-Joseph, dont le numéro de téléphone est le 02 97 26 94 82.

L'adresse mail est la suivante : [eco56.stjo.pleucadeuc @e-c.bzh](mailto:eco56.stjo.pleucadeuc@e-c.bzh)

Le responsable des traitements est Monsieur **Jean-François BONDU** chef d'établissement.

La présente information est fournie en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « Loi Informatique et Libertés »)

Les données à caractère personnel suivantes sont collectées et traitées :

- Nom, prénom, date et lieu de naissance, sexe de l'élève,
- Nom, prénom, profession et coordonnées des parents,
- Données de scolarité (notes, bulletins réguliers, décisions d'orientation, ...)
- Données nécessaires à la gestion comptable (...)
- Données relatives à la gestion de la vie scolaire (retards, absences, sanctions ...)

Elles font l'objet des traitements principaux nécessaires à :

- La gestion de l'inscription dans l'établissement ;
- La gestion administrative et comptable ;
- La gestion des activités scolaires et extra scolaires (listes de classes, de groupes, ...) ;
- L'utilisation d'outils de travail informatisés (ENT, intranet, tablettes, ...) ;
- Le suivi de la scolarité, y compris lié à des scolarisations particulières (PAI, notifications MDPH, PAP ...)

L'ensemble de ces traitements est nécessaire à l'exécution du contrat de scolarisation de votre enfant dans notre établissement.

Ces données sont conservées pendant la durée de la scolarité de l'élève dans l'établissement et durant les 10 années qui suivent la fin de cette scolarité.

Les données relatives à la religion et à l'exercice de la pastorale (date de baptême, dates des autres sacrements, participation à la catéchèse...) sont en outre collectées avec votre accord. Elles sont susceptibles d'être communiquées à l'équipe pastorale ou paroissiale.

Vous disposez du droit de retirer votre consentement à leur collecte et à leur traitement.

Dans le cadre de la scolarisation de votre enfant dans un établissement de l'Enseignement catholique, vos coordonnées et celles relatives à votre enfant sont également transmises aux organismes suivants de l'Enseignement catholique ou à certaines collectivités territoriales, et pour les finalités suivantes :

- Au Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique dans le cadre de la gestion interne de l'Enseignement catholique et de la remontée des données qui doit être faite au Ministère de l'Education nationale à des fins de recensement des effectifs.

- A l'Association Gabriel (Gestion Associée des Bases et Réseaux d'Information de l'Enseignement Libre) tenant à jour le référentiel des données de l'enseignement catholique. Via cette base de données, les coordonnées de l'élève sont transmises à l'UGSEL, Fédération sportive éducative de l'enseignement catholique, lorsque l'établissement en est adhérent, à des fins de gestion de la participation de l'élève aux activités qu'elle organise, ainsi qu'aux directions diocésaines et/ou services académiques de l'Enseignement catholique à des fins statistiques et pour la gestion des établissements de leur ressort.
- A l'Apel, association des parents d'élèves de l'enseignement libre, lorsque vous êtes adhérent à cette association

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et celles de votre enfant pour ces finalités ainsi que sur l'exercice de vos droits, vous pouvez consulter le site internet de l'Association Gabriel, à l'adresse https://www.ec-gabriel.fr/cgu/cgu_gabriel.htm ou demander la politique de protection des données de l'Association Gabriel en adressant un courriel. Vous pouvez également consulter la politique de protection des données de l'Apel nationale à l'adresse : www.apel.fr/politique-de-traitement-des-donnees.html.

- Au maire de la commune dans laquelle réside l'élève en application de l'article L131-6 du Code de l'éducation, et le cas échéant, à sa demande, à la collectivité territoriale dont relève l'établissement.

Vous disposez de droits d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement de vos données personnelles ainsi que de limitation au traitement de ces données dans les conditions et limites prévues par le RGPD :

- En adressant un courriel à dpd@enseignement-catholique.fr ou un courrier à Délégué à la protection des données de l'Enseignement catholique – Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique – 277 rue Saint Jacques – 75005 PARIS Cedex pour les traitements mis en œuvre par l'Association Gabriel ;
- En vous rapprochant, selon les cas de la commune ou de la collectivité territoriale dont relève l'établissement.

L'établissement recueillant, pour les besoins de son activité uniquement, les données téléphoniques des parents, il est rappelé, conformément à l'article L223-2 du code de la consommation, que ceux-ci disposent du droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique Bloctel.